



Bastia

CITTÀ DI CULTURA

Duminiu Publicu / Domaine Public

Le 27 août 2024

ARRETE TEMPORAIRE N°330/2024

PORTANT AUTORISATION D'ORGANISATION D'UNE ANIMATION MUSICALE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2212-2,
Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment son article L333-1,
Vu les articles 131-13 et R623-2 du Code pénal,
Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L571-1 et suivants,
Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles R1334-30 et suivants, R1336-6 et suivants et R1337-6 et suivants,
Vu l'arrêté municipal n° 079/2023, du 22 juin 2023,

Considérant la demande présentée par les affaires culturelles, le service action culturelle représentée par Madame Eloïse Casanova, concernant l'organisation d'une animation musicale sur la place Claude Papi, dans le cadre du report de la manifestation « fête de la musique »,

ARRETE

Article 1 : Par dérogation aux prescriptions générales de l'arrêté municipal n° 079/2023 du 22 juin 2023, et conformément à celle de son article trois, Madame Eloïse Casanova est autorisée à organiser une animation musicale sur la place Claude Papi.

Article 2 : Cette autorisation prend effet le samedi 14 septembre 2024 de 19h00 à 01h00.

Article 3 : **Le niveau sonore autorisé est limité à 70 Db mesuré à 10 m de la source de diffusion de la musique.**

Article 4 : Le pétitionnaire affichera le présent arrêté sur le site de la manifestation.

Article 5 : Monsieur le Directeur général de services de la ville de Bastia, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique, Madame la Directrice de la Police Municipale de Bastia sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée

Linda PIPERI



Le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif de Bastia peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr